



Au service des acteurs de la Sécurité sociale

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

UCANSS_26/AC/17

**« FOURNITURE DE CERTIFICATS DE SIGNATURE ET DE CACHETS
ELECTRONIQUES POUR LES ORGANISMES DE SECURITE
SOCIALE »**

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET, PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE) ET ALLOTISSEMENT 4	
1.1 Objet	4
1.2 Prestation supplémentaire.....	4
1.3 Allotissement.....	4
ARTICLE 2. CADRE JURIDIQUE DE L'ACCORD-CADRE	5
2.1 Cadre juridique.....	5
2.2 Fonctionnement du dispositif juridique	5
ARTICLE 3. PARTIES CONTRACTANTES	5
ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 5. DUREE – DELAIS D'EXECUTION.....	6
5.1 Durée de l'accord-cadre	6
5.2 Délais d'exécution des bons de commande	7
ARTICLE 6. PASSATION ET CONTENU DES BONS DE COMMANDE	7
6.1 Dispositions générales	7
6.2 Passation des bons de commande.....	7
6.3 Contenu des bons de commande.....	7
ARTICLE 7. LIEUX D'EXECUTION – LANCEMENT ET SUIVI.....	8
7.1 Lieux d'exécution	8
7.2 Lancement et suivi de l'accord-cadre	8
7.2.1 Lancement	8
7.2.2 Suivi	8
ARTICLE 8. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	8
ARTICLE 9. MODALITES DE PILOTAGE ET DE SUIVI DE L'ACCORD-CADRE.....	9
9.1 Représentants du titulaire	9
9.2 Statut du personnel du Titulaire.....	9
9.3 Remplacement du personnel affecté à la réalisation des prestations	9
ARTICLE 10. ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE ET HOMOLOGATION	9
ARTICLE 11. RÉVERSIBILITÉ	10
ARTICLE 12. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 13. PRIX.....	10
13.1 Contenu des prix	10
13.2 Forme des prix	11
13.3 Révision des prix.....	11
13.4 Opérations promotionnelles.....	12
ARTICLE 14. PENALITES	12
14.1 Pénalités de retard	12
14.2 Pénalités de retard liées au non-respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles	12

14.3	Autres pénalités	13
ARTICLE 15.	MODALITES DE PAIEMENT	13
15.1	Présentation des factures.....	13
15.2	Échéancier de paiement.....	14
15.3	Conditions de règlement	14
ARTICLE 16.	AVANCE	15
ARTICLE 17.	RETENUE DE GARANTIE	15
ARTICLE 18.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES	15
ARTICLE 19.	DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	15
ARTICLE 20.	DEVOIR DE CONSEIL	17
ARTICLE 21.	DOCUMENTATIONS	18
ARTICLE 22.	ASSURANCES	18
ARTICLE 23.	CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	18
23.1	Dispositions générales	18
23.2	Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique	18
23.3	Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique ...	18
ARTICLE 24.	STATISTIQUES ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE.....	19
ARTICLE 25.	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ	20
ARTICLE 26.	RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE 20	
ARTICLE 27.	RESILIATION.....	21
27.1	Résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général	21
27.2	Résiliation de l'accord-cadre pour faute.....	21
27.3	Changement de situation au regard des interdictions de soumissionner	22
27.4	Manquement constaté par la CJUE	22
ARTICLE 28.	CONFIDENTIALITE	22
ARTICLE 29.	SÉCURITÉ DES INFORMATIONS ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES 22	
29.1	Qualification des responsabilités sur la protection des données.....	23
29.2	Description du traitement de données à caractère personnel.....	23
29.3	Obligation de protection de l'information, de maintien en condition de sécurité et de gestion des données.....	24
ARTICLE 30.	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	26
ARTICLE 31.	LITIGES ET CONTENTIEUX.....	26
ARTICLE 32.	DEROGATIONS AU CCAG-TIC.....	26

ARTICLE 1. OBJET, PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE) ET ALLOTISSEMENT

1.1 Objet

Le présent accord cadre a pour objet la fourniture de certificats de signature et de cachets électroniques pour les organismes de Sécurité sociale.

Les caractéristiques juridiques et administratives des prestations à réaliser sont définies dans le présent C.C.A.P. et les caractéristiques techniques dans le C.C.T.P.

1.2 Prestation supplémentaire

Le candidat pourra proposer des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de commander ou non au moment de l'attribution de l'accord-cadre. Ces PSE seront à cocher dans l'acte d'engagement (ATTR11) et devront être estimées dans le bordereau des prix. Le choix de retenir les PSE ne découle pas de l'application des critères d'attribution présents au règlement de la consultation.

- Prestation supplémentaire éventuelle n°1 : Acquisition d'un certificat de signature électronique avancée avec certificat qualifié, utilisable à distance (sans support cryptographique) ;
- Prestation supplémentaire éventuelle n°2 : Acquisition d'un certificat de signature électronique qualifiée avec certificat qualifié, utilisable à distance (sans support cryptographique) ;
- Prestation supplémentaire éventuelle n°3 : Acquisition d'un certificat de cachet électronique avancé avec certificat qualifié, utilisable à distance (sans support cryptographique) ;
- Prestation supplémentaire éventuelle n°4 : Acquisition d'un certificat de cachet électronique qualifié avec certificat qualifié, utilisable à distance (sans support cryptographique).

1.3 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti pour les raisons suivantes :

1. Complexité de pilotage et continuité d'activité :
La gestion de ce projet nécessite une coordination fluide et continue entre les différentes phases (fourniture, installation, maintenance). Un allotissement introduirait des risques de rupture ou de désynchronisation entre les acteurs, compliquant le pilotage global du marché.
2. Économies d'échelle et couverture nationale :
Les opérateurs économiques sont en capacité d'intervenir sur l'ensemble du territoire national métropolitain, y compris la Corse, et dans les DROM permettant ainsi une mutualisation des coûts et des moyens.
3. Absence de volumes justifiant un allotissement géographique :

Un allotissement géographique pourrait être envisagé en cas de volumes très importants. Toutefois, les prévisions actuelles ne permettent pas d'atteindre de tels volumes, ce qui rend cette option inadaptée dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 2. CADRE JURIDIQUE DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Cadre juridique

En application des dispositions de l'article L.224-5 du Code de la Sécurité sociale, de l'article L. 2113-2 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale, l'UCANSS, centrale d'achat au sens du Code de la commande publique conclut cet accord-cadre.

Les organismes concernés sont ceux visés à l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale.

La procédure de passation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L. 2125-1-1° du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est multi-attributaires. Les titulaires sont au nombre de deux maximum (et sous réserve d'un nombre suffisant de candidats).

Il est exécuté par l'émission de bons de commande au sens des articles R 2162-2 alinéa 2 et R 2162-13 et R 2162-14 du Code de la commande publique, notifiés à l'un des titulaires selon les modalités fixées à l'article 6.2 *infra*.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum sur sa durée globale (soit 4 ans toutes reconductions comprises) fixé à 500 000 € HT.

2.2 Fonctionnement du dispositif juridique

Sur l'accord-cadre 26/AC/17, la consultation consiste :

- Dans une première phase, en la sélection de deux titulaires pour l'accord-cadre. Cette première phase est effectuée par l'UCANSS qui, en tant que centrale d'achat, assure la passation et conclut l'accord-cadre ;
- Dans une deuxième phase, en l'émission de bons de commande par tout organisme bénéficiaire auprès des titulaires retenus au stade de l'accord-cadre selon le mode de la « cascade ». Les bons de commande seront attribués au titulaire du rang suivant uniquement lorsque le titulaire qui le précède notifie qu'il ne peut pas répondre à la demande ou s'il est considéré comme défaillant.

ARTICLE 3. PARTIES CONTRACTANTES

En application des dispositions de l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, de l'article L. 2113-2 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 précité, l'UCANSS, centrale d'achat au sens du Code susvisé conclut cet accord-cadre pour le compte des organismes de Sécurité sociale.

Les parties contractantes de l'accord-cadre sont :

- d'une part : l'UCANSS, en charge de la passation de chaque accord-cadre, signataire de celui-ci et en charge du pilotage et du suivi des prestations pour le compte des organismes bénéficiaires ;
- d'autre part : les deux prestataires de services désignés dans le présent CCAP par l'expression « le Titulaire ».

ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont énumérées ci-dessous par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses annexes :
 - Annexe I : annexe financière (BP),
 - Annexe II : cadre de réponse technique,
 - Annexe III : questionnaire conformité RGPD ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre et ses annexes :
 - Annexe 1 – Recensement des données fournisseurs ;
 - Annexe 2 – Montant de remboursement des frais de déplacement
- Le cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre et son/ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

A l'exception du CCAG-TIC publié au Journal Officiel de la République Française (<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310689>) seuls font foi les originaux des pièces ci-dessus conservées dans les archives de l'UCANSS.

Toute clause, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les éventuelles conditions générales de vente du titulaire), modifiant les clauses ou contraire aux clauses du CCAP, du CCTP, du CCAG-TIC ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite.

ARTICLE 5. DUREE – DELAIS D'EXECUTION

5.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans à compter de sa date de notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie de l'accord-cadre adressée au titulaire ou la date de début d'exécution prévue par l'accord-cadre lorsqu'elle est postérieure à la date de notification.

Il pourra être reconduit deux fois pour une durée d'un an par tacite reconduction.

Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, elle devra en informer par tout moyen donnant date certaine à la réception le titulaire deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La durée maximale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises, ne pourra pas dépasser quatre ans.

Chaque titulaire ne pourra ni refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

Les bons de commandes sont émis par les organismes de Sécurité sociale pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis dès la notification de l'accord-cadre et jusqu'à l'expiration de sa durée. À l'expiration de l'accord-cadre, aucun bon de commande ne pourra plus être émis.

L'exécution des bons de commande émis en fin de l'accord-cadre ne pourra prévoir un délai d'exécution excédant de plus de 6 mois la durée de validité de l'accord-cadre.

5.2 Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution des prestations sont ceux spécifiés dans le CCTP ou ceux sur lesquels le titulaire s'engage dans son offre ou dans son devis, et rappelés dans le bon de commande.

ARTICLE 6. PASSATION ET CONTENU DES BONS DE COMMANDE

6.1 Dispositions générales

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-TIC, les bons de commande sont émis directement par les organismes bénéficiaires auprès du Titulaire de l'accord-cadre.

Ils sont adressés au fur et à mesure des besoins des organismes bénéficiaires par le représentant habilité de chaque organisme.

6.2 Passation des bons de commande

Les bons de commande successifs sont systématiquement notifiés au titulaire classé 1^{er} lors de l'attribution du présent accord-cadre.

Si ce dernier n'est pas en mesure de réaliser les prestations du bon de commande, il en informe sans délai l'organisme commanditaire et ce dernier notifie le bon de commande au titulaire classé 2^{ème} lors de l'attribution du présent accord-cadre (Mécanisme de la cascade).

6.3 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande, émis et notifié au titulaire par les organismes bénéficiaires au fur et à mesure de leurs besoins, indique :

- le nom, numéro SIRET et adresse du Titulaire ;
- le numéro de référence et l'intitulé de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- l'organisme bénéficiaire ;
- la nature et la quantité des prestations ;
- le cas échéant l'adresse ou les adresses d'exécution des prestations ;

- le délai d'exécution ou de livraison de la prestation commandée et la date de remise du ou des livrables attendu(s) ;
- l'adresse de facturation ;
- le montant total HT et TTC de la commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le titulaire peut sous un délai de 3 jours à compter de la date de réception du bon de commande émettre toute observation à l'organisme émetteur du bon de commande, et, le cas échéant, en application de l'article 6.2 précédent, l'informer de son incapacité à réaliser les prestations commandées.

ARTICLE 7. LIEUX D'EXECUTION - LANCEMENT ET SUIVI

7.1 Lieux d'exécution

Les prestations seront exécutées sur les sites des organismes bénéficiaires ainsi que dans les locaux du Titulaire.

Les organismes bénéficiaires de l'accord-cadre sont situés sur tout le territoire métropolitain, Corse et DROM compris.

Les réunions de lancement et de suivi se dérouleront au siège de l'UCANSS à Montreuil (93) ou par visioconférence.

7.2 Lancement et suivi de l'accord-cadre

7.2.1 Lancement

A la notification de l'accord-cadre, une réunion de présentation, pour chaque titulaire, est organisée par l'UCANSS, en présence des représentants du titulaire et des caisses nationales, centrales et des réseaux et antennes locaux. Cette réunion aura pour objectifs : d'une part, que les organismes aient une parfaite compréhension de l'offre de chaque titulaire ; et d'autre part que chaque titulaire puisse comprendre l'organisation décisionnelle et territoriale de chaque branche de la Sécurité sociale.

7.2.2 Suivi

Dans le cadre des relations entre chaque titulaire et l'UCANSS, chaque titulaire transmettra à l'UCANSS sous forme dématérialisée, dans un fichier Excel ou compatible, le montant total des prestations commandées au titre de l'accord-cadre, par branche et par organisme.

ARTICLE 8. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, chaque titulaire s'attachera à utiliser du matériel respectueux de l'environnement, notamment en privilégiant la remise de livrables sur support électronique et à défaut l'utilisation de papier recyclé et d'encre recyclée.

Les matériels fournis dans le cadre du présent accord-cadre doivent respecter les exigences en matière des normes et labels environnementaux applicables notamment pour ce qui concerne l'impact sur l'environnement.

S'agissant de la prestation de livraison des fournitures, chaque Titulaire s'attachera à utiliser des modes de livraison et de transport le moins émetteurs de gaz à effet de serre.

Conformément à l'article 20.4 du CCAG-TIC, la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Chaque titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le présent accord-cadre.

ARTICLE 9. MODALITES DE PILOTAGE ET DE SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

9.1 Représentants du titulaire

Dans les 15 jours calendaires suivant la notification de l'accord-cadre, chaque Titulaire désigne les interlocuteurs dédiés (un binôme afin de garantir la continuité) au suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

9.2 Statut du personnel du Titulaire

Chaque titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent accord-cadre.

Il est expressément entendu que les agents du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur le site de l'organisme bénéficiaire.

Chaque Titulaire sera seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle et son autorité hiérarchique. À cet effet, le personnel du Titulaire remplit ses fonctions sous le seul contrôle, direction et responsabilité du Titulaire.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du Titulaire.

9.3 Remplacement du personnel affecté à la réalisation des prestations

En aucun cas, le remplacement du personnel du Titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution des prestations. Ainsi les prix et les délais d'exécution ne peuvent être modifiés.

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser l'UCANSS ou l'organisme bénéficiaire et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Tout changement ne pourra se faire que par un intervenant d'expérience et de compétence au moins équivalentes et avec accord exprès de l'UCANSS ou de l'organisme bénéficiaire.

ARTICLE 10. ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE ET HOMOLOGATION

Compte tenu de l'évolution technologique rapide, en application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les parties peuvent être amenées à réexaminer les conditions de fourniture de certains produits

ARTICLE 11. RÉVERSIBILITÉ

La réversibilité intervient lorsque la relation contractuelle cesse quelle que soit la cause de ce terme.

Il pourra être établi un plan de réversibilité entre les parties qui sera annexé au présent accord-cadre.

Celui-ci définira la durée et les conditions de mise en œuvre de la réversibilité et fera l'objet de mises à jour régulières au regard du déroulement des prestations objet du présent accord-cadre.

ARTICLE 12. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par l'organisme bénéficiaire (émetteur du bon de commande) ou la personne habilitée à cet effet dans les conditions du chapitre 5 du CCAG-TIC, sous réserve des dérogations précisées ci-après.

Par dérogation à l'article 32.2, les vérifications qualitatives sont effectuées en une seule étape.

L'organisme dispose, par dérogation aux articles 33.2.1 et 32.4 du CCAG-TIC, d'un délai maximum de 15 jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations, à compter de :

- la date de la livraison ou de mise en service des prestations, pour les vérifications effectuées dans les locaux/sites de l'organisme ;
- la date à laquelle le Titulaire notifie au pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées, pour les vérifications qui sont effectuées en dehors des locaux de l'organisme.

Tous les documents remis par le Titulaire sont rédigés en français.

En cas d'absence de décision donnée dans les délais visés ci-dessus, la prestation sera réputée admise.

Les décisions de réception avec réfaction, d'ajournement et de rejet sont motivées.

En cas de réception d'une décision d'ajournement, le Titulaire dispose, par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC, d'un délai de 5 jours ouvrés pour faire ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'organisme.

ARTICLE 13. PRIX

13.1 Contenu des prix

En complément à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix sont réputés comprendre toute charges fiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, mais également tous les frais afférents aux déplacements et séjours des personnels nécessaires à la réalisation de l'accord-cadre.

Les frais de déplacement

En cas de déplacements (seulement hors IDF), les frais de déplacement des intervenants seront pris en charge sur justificatif dans les conditions prévues au protocole d'accord du 23 juillet 2015 relatif aux frais de déplacement des salariés des organismes du Régime général de Sécurité sociale joint en annexe.

Les frais et les risques afférents au transport demeurent à la charge du titulaire.

Les prix inscrits dans ce document, ainsi que ceux utilisés pour le règlement des prestations, seront exprimés et pris en compte avec deux décimales après la virgule. Aucun arrondi supplémentaire ne pourra être appliqué.

13.2 Forme des prix

Les prix sont mixtes (unitaires et forfaitaires) et révisibles.

13.3 Révision des prix

Les prix, figurant au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement, sont révisés annuellement à compter de la date d'anniversaire de la notification du marché en appliquant la formule :

$$P = P_o \times S / S_o$$

dans laquelle :

- P = le prix révisé HT ;
- P_o = le prix initial HT figurant dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement ;
- S = dernier indice Syntec publié (par la Fédération Syntec) ;
- S_o = indice Syntec du mois de remise de l'offre par le titulaire.

Le coefficient de la formule de révision, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le titulaire joint obligatoirement un état de révision à l'appui de ses factures lorsque le prix est révisé. À défaut de la transmission de cet état dans le mois suivant la date anniversaire de la notification du marché, le titulaire est réputé renoncer à l'application de la révision des prix jusqu'à l'échéance suivante.

Les prix ainsi révisés s'appliquent aux prestations réalisées et aux bons de commande émis, postérieurement à la date de révision. La révision se fera à la hausse comme à la baisse.

Dans le cas où les indices ci-dessus viendraient à cesser, les deux parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre. Le changement des indices pourra se faire par courrier.

13.4 Opérations promotionnelles

Les prix de l'accord-cadre ne sont pas exclusifs du bénéfice d'offres promotionnelles ou pratiques de baisse en direct qu'un fournisseur propose à sa clientèle.

Le titulaire communique à l'UCANSS son intention de mise en œuvre d'un barème promotionnel précisant :

- la période (date de début et de fin) d'application de l'offre promotionnelle et ses modalités d'application ;
- la liste des produits et services concernés (références du bordereau des prix) ;
- les pourcentages de variation par rapport aux prix du bordereau des prix, précédemment pratiqués pour les matériels et services.

Ces barèmes promotionnels s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle à condition qu'ils conduisent à un montant de la commande inférieur à celui qu'il aurait été par application des prix nets résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre.

A l'issue de la période de promotion, le précédent prix est à nouveau applicable de plein droit.

ARTICLE 14. PENALITES

14.1 Pénalités de retard

En cas de non-respect du délai d'exécution d'un bon de commande ou d'un délai précisé au CCTP, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder le montant total HT du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'y a pas de seuil d'exonération des pénalités de retard.

14.2 Pénalités de retard liées au non-respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles

Pénalités liées au non-respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles : En cas de non-respect des obligations découlant de la réglementation en matière de protection des données personnelles et conformément aux éléments indiqués dans l'annexe du présent document complété en cours d'exécution, une pénalité forfaitaire de 5 000 € est appliquée et la CNIL notifiée.

Pénalités sur le non-respect des exigences de sécurité des systèmes d'information : En cas de non-respect des obligations découlant de l'article concernant l'obligation de protection de l'information, de maintien en condition de sécurité et de gestion des données du présent document, une pénalité forfaitaire de 5 000 € est appliquée.

14.3 Autres pénalités

Pénalités en cas de manquement de l'assistance technique

En cas de manquement de l'assistance technique (assistance téléphonique injoignable ou plateforme Internet indisponible), le titulaire encourt une pénalité à partir de 4 heures ouvrées de manquement pour un montant de 100 € par demi-journée ouvrée de manquement.

Pénalités en cas de non-respect des obligations en matière environnementale

En application de l'article 16.2.3 du CCAG-TIC, si les obligations en matière environnementale ne sont pas respectées, une pénalité forfaitaire de 100 € sera appliquée par constat.

Pénalités pour absence aux réunions tenues dans le cadre de la gestion de projet

Une pénalité de 150 € par réunion sera appliquée au titulaire en cas d'absence non valablement justifiée aux réunions prévues à l'article 5.1 du CCTP.

Pénalités pour retard de transmission des données statistiques

En cas de retard de transmission de l'état statistique semestriel prévu à l'article 24 du présent CCAP, le titulaire encourt après mise en œuvre du dispositif d'information prévu à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, une pénalité de 100 € par jour de retard entamé par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC.

Application des pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par l'organisme bénéficiaire au titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 € par manquement.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

ARTICLE 15. MODALITES DE PAIEMENT

15.1 Présentation des factures

Tel que précisé dans le bon de commande, les factures seront transmises via le service de dématérialisation des factures Chorus Pro.

Le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :
 - Déposer ses factures sur le portail ;
 - Saisir directement ses factures.
2. Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3. Mode EDI (Échange de données informatisées).

Le titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation. Les factures sont émises par le Titulaire selon les modalités précisés à l'article 15.2 ci-dessous.

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du Titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- l'organisme bénéficiaire ;
- les intitulés précis et les quantités des prestations réalisées ;
- la mention acompte ou solde, le cas échéant ;
- la date d'admission des prestations, le cas échéant ;
- le montant HT des prestations ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations TTC ;
- la date de facturation.

La première facture adressée devra être accompagnée d'un RIB ou d'un RIP (et ce pour chaque organisme bénéficiaire).

15.2 Échéancier de paiement

Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement unique à l'admission des prestations.

15.3 Conditions de règlement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de chaque facture.

En vertu de l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R. 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

En application de l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En application de l'article R. 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au Titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur ou la Directrice de l'organisme bénéficiaire.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur comptable et financier de l'organisme bénéficiaire.

ARTICLE 16. AVANCE

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.

L'accord-cadre ne comportant pas de montant minimum, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, l'avance est égale à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Lorsque le Titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une PME, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par précompte sur les sommes dues à titre de règlement partiel définitif ou de solde.

Lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant calculé, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

ARTICLE 17. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE 18. CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre des bons de commande passés sur la base du présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-62 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de chaque organisme bénéficiaire ou son représentant habilité.

ARTICLE 19. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Le régime de la sous-traitance est régi par les dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre ou d'un de ses bons de commande devra en faire la demande à la Directrice de l'UCANSS ou au Directeur de l'organisme, émetteur du bon de commande concerné.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la Directrice de l'UCANSS ou le Directeur de l'organisme concerné et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le Titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre ou le bon de commande sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de l'UCANSS et des organismes bénéficiaires.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a. la nature des prestations sous-traitées ;
- b. le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c. le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d. les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.
- e. les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1er du titre IV du Code de la commande publique.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après la notification de l'accord-cadre, le Titulaire remet à l'acheteur (l'UCANSS si la demande porte sur l'ensemble de l'accord-cadre restant à exécuter ou l'organisme si la demande porte sur un bon de commande passé par celui-ci) contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre 1er du titre IX du Code de la commande publique s'appliquent à l'accord-cadre, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial de sous-traitance signé des trois parties : l'UCANSS ou l'organisme, le titulaire et le sous-traitant. Les éléments figurant dans l'acte spécial de sous-traitance doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un sous-traitant, le Titulaire devra préciser :

- l'organisation précise de la prestation ;
- les responsabilités de chacun, Titulaire et sous-traitant, le Titulaire restant seul responsable vis-à-vis des organismes bénéficiaires ;

- les références communes sur ce type de prestation.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite à l'UCANSS ou à l'organisme concerné, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par l'UCANSS ou l'organisme concerné de la sous-traitance, le Titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à l'UCANSS ou à l'organisme concerné.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS ou l'organisme concerné, est payé directement par l'organisme bénéficiaire, pour la partie du bon de commande dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée à l'organisme bénéficiaire au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme bénéficiaire accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme bénéficiaire.

En cas d'accord, le Titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par l'acheteur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance.

Il reprend, dans la facture qu'il adresse à l'organisme bénéficiaire pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme bénéficiaire procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'organisme bénéficiaire de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme bénéficiaire de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme bénéficiaire informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 20. DEVOIR DE CONSEIL

Le Titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde de l'UCANSS et des organismes bénéficiaires pour ce qui concerne l'ensemble des prestations objet de l'accord-cadre.

Les conseils, mises en garde et recommandations devront être formulés par écrit et transmis aux organismes bénéficiaires concernés et à l'UCANSS.

ARTICLE 21. DOCUMENTATIONS

Toute documentation du Titulaire produite dans le cadre de ses prestations est remise sur support papier ou par voie électronique et en langue française.

Toute prestation impliquant une modification de la documentation se traduit par une mise à jour systématique de la documentation, qui doit être remise par le Titulaire dans les meilleurs délais.

Toute modification, adjonction, suppression, apportée à la documentation remise par le Titulaire doit faire l'objet d'une identification expresse, immédiate et exploitable par l'organisme bénéficiaire.

ARTICLE 22. ASSURANCES

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-TIC.

ARTICLE 23. CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

23.1 Dispositions générales

Chaque titulaire est tenu de notifier sans délai à l'UCANSS, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

23.2 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

23.3 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 24. STATISTIQUES ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

Par le biais de l'applicatif ACDF, le titulaire transmet sous format dématérialisé (tableur) à l'UCANSS, des tableaux statistiques, après chaque fin de semestre de toutes les données liées à la facturation par organisme au titre de l'accord-cadre.

Chaque titulaire de l'accord-cadre devra ainsi déposer sur l'applicatif ACDF à minima 2 fois par année d'exécution de l'accord-cadre concerné, les données facturées sur le fichier qui sera téléchargeable sur ce même outil et présenté en annexe du C.C.A.P.

En effet, dans le cadre du suivi de l'accord-cadre, un recensement des données achats sera réalisé 2 fois par an :

- 1ère demande : données du 1er semestre (1er janvier au 30 juin) ;
- 2ème demande : données annuelles (1er janvier au 31 décembre).

Données précises : chiffres d'affaires annuel (à l'anniversaire, avant COPIL ou année civile) par branche, organisme, par type de prestations.

Ces demandes sont précisées sur l'applicatif ACDF dès que la période intéressée est échue à savoir :

- Vers la mi-août pour le 1er semestre ;
- Vers la fin janvier pour les données annuelles (réponse à apporter après arrêté des comptes).

Support : il s'agit d'un Fichier Excel au format XLSM avec macros à compléter ; un fichier par marché et un onglet par lot. Ce fichier est à télécharger et à déposer sur l'applicatif ACDF.

Un lien d'accès ainsi que des identifiants seront adressés dès notification de l'accord-cadre avec une vidéo de présentation de l'outil pour une meilleure prise en mains.

Ce fichier doit être renseigné dans le respect des macros installées avant d'être déposé sur l'applicatif ACDF. Si le fichier est dûment complété son statut sera « validé » s'il y a des éléments manquants son statut sera à l'état « brouillon ». Dans ce dernier cas, le titulaire aura des informations sur les données manquantes ou erronées afin de pouvoir le compléter.

Un suivi d'accord-cadre (comité de pilotage) sera mis en place avec le titulaire afin de dresser un bilan tous les semestres sur le fonctionnement général de l'accord-cadre.

Des statistiques spécifiques peuvent aussi être demandées par l'UCANSS à tout moment, et dans ce cas, les parties conviennent du délai pour les réaliser qui n'excèdera pas 3 semaines à compter de la date de la demande.

Ces mêmes données doivent également être transmises à chaque coordonnateur national de branche, et chaque organisme bénéficiaire pour le périmètre qui le concerne sur simple demande du coordonnateur national ou du correspondant de l'organisme.

ARTICLE 25. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes de l'accord-cadre (montant cumulé des bons de commande) lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

L'organisme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt le Titulaire de faire cesser cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'organisme transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le Titulaire ou l'informerait d'une absence de réponse.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'organisme, cette dernière en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par l'accord-cadre ou résilier celui-ci sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 26. RÉGULARITÉ DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE

En vertu des articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, il est demandé au Titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions et cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique » modifié par l'arrêté du 17 mars 2021 ;
- le numéro unique d'identification INSEE (ou SIREN) permettant d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, si le candidat est étranger, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique ;

- la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance ;
- le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusions de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestation, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

En cas d'inexactitude ou de non-production des documents et renseignements cités ci-dessus, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 24 du présent CCAP pour faute du Titulaire.

ARTICLE 27. RESILIATION

27.1 Résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée par l'UCANSS, sans faute du titulaire, pour motif d'intérêt général, en application de l'article 51 du CCAG-TIC. Elle est notifiée au titulaire par tout moyen donnant date certaine à la réception.

En l'absence de montant minimum contractuel, l'indemnité de résiliation prévue par le 1^{er} alinéa de l'article 51 du CCAG-TIC est inapplicable.

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre n'emporte pas résiliation des bons de commande en cours d'exécution sauf indication contraire dans la décision de résiliation.

27.2 Résiliation de l'accord-cadre pour faute

L'UCANSS se réserve le droit de résilier l'accord-cadre avec le titulaire en cas de faute de celui-ci rendant impossible la poursuite des relations contractuelles.

Les fautes concernées par cette disposition sont les suivantes :

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis à l'appui de la candidature ou de l'offre ou du refus de produire les pièces prévues à l'article 26 ci-dessus ;

- Les fautes visées à l'article 50.1 du CCAG-TIC.
Dans les cas où la décision de résiliation ne peut intervenir qu'après qu'une mise en demeure notifiée au titulaire soit restée infructueuse conformément à l'article 50.2 du CCAG-TIC, celle-ci est adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal et est assortie d'un délai. L'accord-cadre résilié pour faute est liquidé dans les conditions de l'article 52 du CCAG-TIC.

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre n'emporte pas résiliation des bons de commande en cours d'exécution sauf indication contraire dans la décision de résiliation.

27.3 Changement de situation au regard des interdictions de soumissionner

En application de l'article L. 2195-4 du code de la commande publique, si le titulaire du présent accord-cadre se retrouve placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du même texte ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'UCANSS peut résilier le présent accord-cadre pour ce motif.

La résiliation de l'accord-cadre prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire par l'UCANSS. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

27.4 Manquement constaté par la CJUE

En application de l'article L. 2195-5 du Code de la commande publique, lorsque le marché public n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés publics qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans le cadre de la procédure prévue à l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, l'accord-cadre peut être résilié par l'UCANSS.

La résiliation de l'accord-cadre prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire par l'UCANSS. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 28. CONFIDENTIALITE

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-TIC.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas utiliser les communications de toute nature concernant l'UCANSS ou les organismes bénéficiaires à d'autres fins que celles relatives à l'exécution de l'accord-cadre et à les maintenir confidentielles.

Le Titulaire s'engage à ne divulguer aucune information susceptible de permettre à des tiers de connaître directement ou indirectement le détail des prestations demandées par les organismes bénéficiaires.

Cette obligation devra être respectée pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans limitation de durée après son expiration.

ARTICLE 29. SÉCURITÉ DES INFORMATIONS ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit « Règlement général sur la protection des données », ci-après « RGPD » ;
- La Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Le décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 susmentionnée ;
- Le Règlement eIDAS N° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE ;
- Le décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique.

29.1 Qualification des responsabilités sur la protection des données

Les Parties reconnaissent que :

- L'UCANSS agit en tant que centrale d'achats et non en tant que responsable de traitement des données collectées et traitées des organismes interbranches et inter-régime de la Sécurité sociale dans le cadre de la dotation d'une solution SaaS d'automatisation du processus de signature électronique, pour signer et sécuriser les échanges, et de cachet électronique, pour sceller, dater et vérifier les documents.
- Les organismes bénéficiaires (à savoir les caisses nationales et les organismes locaux), sont les responsables du traitement, au sens de l'article 4,7°) du RGPD, des données respectivement sur le périmètre de leurs opérations de traitement ;
- Le titulaire agit en qualité de sous-traitant du responsable du traitement, au sens de l'article 4, 8°) du RGPD ;
- L'ensemble des données mis à disposition par le responsable du traitement, ainsi que l'ensemble des données qui seraient collectées et enrichies par le sous-traitant, demeure la seule propriété pleine et entière du responsable du traitement.

29.2 Description du traitement de données à caractère personnel

Conformément à l'article 28 relatif au « sous-traitant », alinéa 3, du RGPD, le contrat qui lie le sous-traitant au responsable du traitement définit l'objet, la durée et la finalité du traitement, ainsi que le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées par le traitement de leurs données.

Les finalité(s) du traitement sont :

- Garantir l'intégrité d'un document, c'est-à-dire s'assurer que le document n'a pas été altéré entre sa signature et sa consultation ;
- Authentifier son auteur, c'est-à-dire s'assurer de l'identité de la personne signataire ;
- Rapporter la preuve du consentement ;
- Sécuriser les données dématérialisées : le tiers de confiance est garant de l'intégrité des données ;
- Automatiser les processus : des traitements ou des actions peuvent être lancées une fois le document signé.

Les opérations de traitement sous-traitées réalisées sur les données à caractère personnel sont décrites au CCTP.

Les catégories de personnes concernées par le traitement de leurs données sont les salariés des organismes bénéficiaires du marché.

Les catégories de données sous-traitées sont notamment des données d'identification (nom, prénom, adresse mail, numéro de téléphone, adresse IP).

Un document complémentaire, signé conjointement par le responsable de traitement et le prestataire, devenant ainsi sous-traitant au sens du RGPD, fixera le cadre précis dans lequel le sous-traitant se verra confier une partie de ces traitements.

Cette annexe (annexe III – ATTRI 1) sera complétée par l'organisme bénéficiaire dès la réunion de cadrage de la prestation avec chaque titulaire.

29.3 Obligation de protection de l'information, de maintien en condition de sécurité et de gestion des données

Le titulaire applique et fait appliquer à ses sous-traitants les clauses de sécurité du présent accord cadre. Il définit et applique une organisation de la sécurité afin de respecter l'ensemble des contraintes émises par les organismes bénéficiaires, responsable de traitement :

- Mise à disposition des politiques et procédures de sécurité du titulaire : Le titulaire met à disposition des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à la demande des organismes bénéficiaires.
- Mise en œuvre d'une gestion de risques et son suivi : Le titulaire met en place une gestion des risques et assure un suivi permanent de son niveau de maîtrise de risques ainsi que du respect des politiques et règles de sécurité applicables sur le périmètre des prestations, y compris auprès de ses propres sous-traitants. Il assure la sécurité des réseaux et de l'exploitation ainsi que le traitement des incidents. Il avertit les organismes bénéficiaires de toute difficulté potentielle ou avérée.
- Incident de sécurité : Le titulaire informe sans délai l'organisme bénéficiaire et l'ANSSI de tout incident de sécurité affectant les données ou les outils de l'organisme bénéficiaire.
- Séparation des données des organismes bénéficiaires et des données d'autres clients : Le titulaire conserve et traite les données des organismes bénéficiaires de manière séparée de ses propres données ou de données d'autres clients du titulaire. Le titulaire doit restreindre l'accès aux données des organismes bénéficiaires suivant le principe de restriction au besoin d'en connaître.
- Modalités d'échanges d'informations : Le titulaire garantit que les modalités de stockage et d'échanges d'informations par mail permettent d'en assurer la confidentialité et l'intégrité. Le titulaire garantit que les supports échangés ou à connecter sur un SI des organismes bénéficiaires n'intègrent aucun code malveillant et ont fait l'objet d'un test d'innocuité positif.
- Détection des cyberattaques : le titulaire s'assure de la bonne installation et mise à jour d'outils de détection des cyberattaques sur tous les postes de travail et serveurs dont il est responsable dans le cadre de la prestation. La désactivation, même temporaire, des outils de détection des cyberattaques sur un serveur utilisé dans le cadre d'une prestation devra avoir été préalablement notifiée aux organismes bénéficiaires.

- Obligations pour les titulaires manipulant des informations des organismes bénéficiaires sur un SI externe aux organismes bénéficiaires : Lorsque le titulaire est amené à manipuler des organismes bénéficiaires sur un système d'information externe aux organismes bénéficiaires, les organismes bénéficiaires peuvent imposer des mesures complémentaires et requérir, par exemple, l'usage de solutions détenant un visa de sécurité de l'ANSSI ou ayant été audité par un prestataire qualifié par l'ANSSI. La solution du titulaire doit être conforme eIDAS, qualifiée par l'ANSSI et respectée les normes de signature ETSI. Le prestataire doit être certifié Tiers de confiance.
- Systèmes d'information hébergeant des données des organismes bénéficiaires : Les données numériques que les organismes bénéficiaires considéreraient comme particulièrement sensibles, et qui lui seraient confiées, doivent faire l'objet d'un hébergement non exposé au droit extra-communautaire.
- Destruction et restitution des informations collectées par le titulaire : Le titulaire garantit la destruction des données utilisées dans le cadre de la réalisation des prestations après restitution de ces dernières aux organismes bénéficiaires. Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai une copie de l'intégralité des données confiées dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai d'un mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.
- Etat de l'art et suivi des alertes : Le titulaire garantit aux organismes bénéficiaires qu'il est conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. A la première demande, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration). Il doit à minima surveiller les avis de sécurité et les alertes diffusées par le CERT-FR (Centre gouvernemental de veille, d'alerte et de réponse aux attaques informatiques) et mettre en œuvre sans délai leurs recommandations, et en rendre compte aux organismes bénéficiaires. Plus d'information : <https://www.cert.ssi.gouv.fr/>
La mise en œuvre de ces mesures peut être contrôlée sur place par les organismes bénéficiaires qui peuvent également solliciter l'appui de l'ANSSI dans ces vérifications.
- Mise en œuvre des obligations réglementaires
Le titulaire développe toutes les mesures de sécurité qu'il propose de mettre en œuvre pour assurer l'intégrité et la continuité de l'hébergement des outils mis à disposition et des données ainsi que les modalités de gestion des incidents de sécurité et de déploiement des mises à jour de sécurité.
Le titulaire doit se conformer à la politique de chaque bénéficiaire en matière de sécurité des systèmes d'information. Les systèmes d'information et de communication de sûreté (systèmes de contrôle d'accès et détection d'intrusion, sécurité incendie, Gestion Technique de Bâtiment, vidéosurveillance...) entrent également dans le périmètre.

ARTICLE 30. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-TIC.

ARTICLE 31. LITIGES ET CONTENTIEUX

Tout différend fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre, la loi française est seule applicable.

Les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de procédure civile.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution de l'accord-cadre est le Tribunal Administratif de Montreuil.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution d'un marché subséquent est le tribunal judiciaire du siège de l'organisme local de Sécurité sociale.

Pour les Caisses Nationales de Sécurité sociale, organismes de droit public, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 32. DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Articles du CCAP dérogatoires	Articles du CCAG/TIC visés par la dérogation	Nature de la dérogation
4	4.1	Pièces constitutives de l'accord-cadre
6.1	3.7.1	Emission des bons de commande
6.3	3.7.2	Contenu des bons de commandes
12	32.2, 33.2.1 et 32.4 du CCAG-TIC	Vérification et admission des prestations
14.1	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3	Pénalités